

... le secrétaire d'État aux Affaires extérieures... mérite nos plus chaleureuses félicitations. Grâce à sa ferme détermination à l'égard d'une région explosive du globe, il a réussi à obtenir la libération de cinq transfuges de l'Armée soviétique en Afghanistan... Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a montré pour une fois au monde que le Canada viendra toujours en aide à ceux qui ont soif de liberté.⁸

Le député conservateur John Reimer a complimenté l'ambassadeur Stephen Lewis pour avoir, devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, dénoncé "la version déformée des événements survenus en Afghanistan"⁹ présentée par le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Edouard Chevarnadze dans son discours prononcé devant l'Assemblée. M. Reimer a souligné que "les Canadiens ne se contenteraient pas d'une rhétorique pathétique et qu'il convenait de féliciter l'ambassadeur Lewis d'avoir rappelé à l'URSS cette réalité."¹⁰

Le député conservateur Andrew Witer a mis en doute la décision du gouvernement de lever les sanctions contre l'Union soviétique tandis qu'il en imposait encore à l'Afrique du Sud. Il a demandé "pourquoi les sanctions sont efficaces contre l'Afrique du Sud alors qu'elles ne le sont apparemment pas contre l'Union soviétique".¹¹ Le 27 janvier 1987, il a dénoncé les violations des droits de la personne perpétrées par les forces soviétiques en Afghanistan, et il a déclaré que "nous ne pouvons plus continuer à nous interroger sur l'efficacité de sanctions à prendre. Le Canada a le devoir et la responsabilité de maintenir les sanctions en vigueur jusqu'à ce que les Soviétiques cessent d'occuper illégalement le territoire afghan."¹²

Répondant à ces propos, M. J.M. Forrestall, secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, a fait observer qu'un grand nombre de ces sanctions, initialement destinées à galvaniser l'opinion mondiale contre l'intervention soviétique, "ne pouvaient être

⁸ *Débats de la Chambre des communes*, 24 novembre 1986, p. 1445.

⁹ *Débats de la Chambre des communes*, 26 novembre 1986, p. 1534.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Débats de la Chambre des Communes*, 21 novembre 1986, p. 1404.

¹² *Débats de la Chambre des Communes*, 27 janvier 1986, p. 2765.